

Agendas secrets contre l'humanité

Le foudroiement du cœur de l'économie-monde a un premier effet : submerger d'émotion. La société-spectacle s'en est régalée, lucarnes ouvertes 24 heures sur 24. Il y a souvent du bon dans les vagues d'émotion, mais chacun sait aussi combien, sous toutes les latitudes, une foule peut être manipulée, renvoyée à des pulsions infra-humaines. Alors, on redouble de vigilance.

Les milliards d'êtres humains qui ne sont pas branchés en continu sur les images occidentales ont plus vite relativisé, à l'aune de leurs propres difficultés de vie ou de survie. Ce n'est pas que de l'égoïsme. Il y a beaucoup plus que 7 000 morts scandaleuses tous les jours à travers le monde, et tous ne peuvent pas se mobiliser sur les mêmes scandales.

Puis la réflexion se met en marche. On pourrait résumer quantité de commentaires avisés en disant que les explosions du 11 septembre viennent de loin : des mèches lentes ont été allumées, puis attisées. L'élan naturel de compassion ne doit pas l'occulter : le leadership américain y a largement contribué.

Passons sur les causes politiques partout énoncées – la partialité des USA dans le conflit israélo-palestinien, le cynisme de leur politique arabo-pétrolière, asservie à une surconsommation d'énergies fossiles, leurs jeux d'apprenti-sorcier avec les intégrismes musulmans, etc.

Nous voudrions plutôt insister sur ce qui nous préoccupe à *Survie* : les connexions profondes avec ce qui rend folle la planète, au détriment de milliards d'êtres humains. Alors qu'il nous est souvent reproché de trop critiquer la France et pas assez les États-Unis, nous avons pointé chez eux, dans nos *Billets* de septembre, un soudain prurit de sabotage des processus internationaux (contre l'effet de serre, les paradis fiscaux, les armes biologiques ; pour l'accès aux thérapies anti-sida, la sanction des crimes contre l'humanité...). Comme si les Américains pouvaient jouer en solo, contre le reste du genre humain. Comme s'ils pouvaient imposer leur loi au monde dans une mondialisation sans loi.

Délaissant dans cet éditorial un sujet qui nous est très cher, celui de la justice pénale internationale (cf. infra Communiqué et Salves), nous n'y évoquerons que celui de la criminalité financière, via les paradis fiscaux. Nous l'avons écrit souvent, son hyperinflation se retourne contre tout le monde : les peuples pauvres, saignés par la prédation, étranglés par une dette odieuse, mais aussi les pays riches, qui voient leurs biens publics s'étioler, les mafias s'insinuer dans leurs centres de décision politiques (par une corruption illimitée), économiques et financiers. On découvre aujourd'hui que les organisations terroristes, d'ailleurs massivement impliquées dans les trafics mafieux¹, s'infiltrent par les mêmes failles : l'argent des attentats est passé par une kyrielle de paradis fiscaux.

Si leur suppression est difficile, c'est que leur essor a été largement stimulé par les principaux services secrets, à commencer par la CIA, pour leurs guerres secrètes et coups tordus. Oussama Ben Laden le sait bien, longtemps intermédiaire financier de la CIA dans le trafic d'armes alimentant les résistances afghanes antisoviétiques.

Plus généralement, ceux qui ont lu *Affaires atomiques* et *Révélation*² auront compris l'ampleur inouïe des financements clandestins requis par les stratèges de la Guerre froide, notamment dans l'armement nucléaire inavoué des pays alliés. Comme l'illustrent les récentes *Notes du Réseau Voltaire* (cf. *Billets* n° 95), les Américains n'ont pas hésité à recruter massivement, pour cette guerre souterraine (putschiste, terroriste, technologique, idéologique, financière...), des nazis ou leurs collaborateurs, des fondateurs de sectes, des mafieux.

Ce n'est pas seulement l'enrôlement de l'opinion publique occidentale dans une dialectique du Bien et du Mal, du "choc des civilisations", que doivent redouter et combattre les opposants à une mondialisation dérégulée. C'est la justification, au nom d'une nouvelle guerre totale, d'une relance des systèmes de criminalité financière et politique rodés dans la Guerre froide. Ils engendrèrent nombre de dictatures (grecque, latino-américaines, arabes), mais aussi la Françafrique. Experts en la matière, les généraux algériens se réjouissent déjà de la nouvelle donne.

Nous ne voulons plus de ces méthodes, de ces crimes. Nous estimons que leur regain, avec des moyens techniques beaucoup plus performants, conduirait l'humanité au suicide. Les attentats du 11 septembre le démontrent cruellement. Le genre humain doit déminer leur deuxième charge mortifère, par contamination. Il est convié, non à une croisade, mais à un choix simple, ouvert, décisif : bien public ou agendas secrets.

1. En 1999, selon l'ONU, l'Afghanistan fournissait 79 % de la consommation mondiale d'opium.

2. Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, Ernest Backes et Denis Robert, *Révélation*\$, Les arènes, 2001. Cf. *Billets* n° 91.

SALVES

Amalgames

Invité par *France-Inter* le 12 septembre, le professeur Philippe Chalmin, de l'université Paris-Dauphine, a émis l'« hypothèse » d'une corrélation éventuelle entre la montée du mouvement **antimondialisation** et les **attentats** aux États-Unis. Puis il s'en est pris à Susan George, infatigable militante de l'universalité des droits humains, vice-présidente d'Attac, pour avoir dénoncé les ghettos décisionnaires de l'OMC et du G7. À ce train-là, il sera bientôt interdit de dénoncer l'injustice.

L'académicien Jean-François Revel traite de « *primates vociférateurs* » les contestataires de la mondialisation libérale (voir *Il s'ont dit*). Il rejoint ainsi les imprécations contre la conférence de Durban, où l'ONU s'efforçait de combattre les germes du racisme.

Certes, le Forum des ONG a été l'objet d'un véritable détournement par un commando de "Gongo" – des ONG faux-nez de gouvernements totalitaires –, au point que sa déclaration finale n'avait plus guère de représentativité.

Ces forums de la société civile n'apportent un plus authentique au débat public international que s'ils restent composés, pour l'essentiel, de dynamiques associatives autonomes, n'aspirant pas pour elles-mêmes à conquérir le pouvoir. Bref, des contre-pouvoirs. Pas des partis politiques. Encore moins des groupes armés, qui ont d'autres objectifs et stratégies que le débat public. Un faux-nez de l'ETA ou du Djihad n'est pas vraiment une ONG. Si on laisse leurs homologues squatter l'organisation de tels forums, ceux-ci sont déjà morts. De ce point de vue, il n'y aura pas deux Durban.

Mais la déclaration finale biaisée des ONG ne doit pas effacer un débat formidable, historique même, sur la question de l'esclavage. D'abord chez les ONG, malgré le contexte piégé. Puis, surtout, dans la conférence officielle. L'Afrique du Sud et l'Union européenne, emmenée par le ministre belge Louis Michel, ont su obtenir un texte digne : équilibré sur le conflit israélo-palestinien, qui avait failli tout faire sombrer, optimal sur l'esclavage (*Le Soir*, 10/09/2001).

On ne pouvait aller plus loin en 2001, mais les effets implicites n'ont pas fini de se déployer : le texte peut, selon Louis Michel, « engendrer des changements dans les relations entre les anciennes colonies et le monde occidental dans la mesure où des actes de rédemption ont été établis ».

La Conférence reconnaît que l'esclavage et le commerce des esclaves, y compris le commerce transatlantique, ont été des tragédies épouvantables dans l'histoire de l'humanité, que ces pratiques constituent un crime contre l'humanité et auraient toujours dû être considérées comme telles, qu'elles figurent parmi les sources et manifestations majeures du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et que les Africains et les populations d'ascendance africaine, les peuples d'ascendance asiatique et les peuples autochtones ont été et continuent d'en être les victimes. La Conférence condamne le fait que l'esclavage et les pratiques analogues existent encore aujourd'hui dans certaines régions du monde et prie instamment les États de prendre des mesures immédiates à titre prioritaire pour mettre fin à ces pratiques qui constituent des violations flagrantes des droits de l'homme.

Le Soudan, dernier visé, était l'un des premiers à essayer de torpiller la conférence, par une surenchère anti-israélienne...

On comprend que l'antisionisme des Gongo de Durban ait exaspéré l'historienne Annette Wieviorka. Mais une page d'histoire se jouait là-bas, qui ne pouvait laisser de marbre les nombreux Africains présents. Au vu de la Déclaration finale, il y a décidément trop de suffisance, d'amalgames dans l'"analyse" adressée au *Monde* par la directrice de recherche au CNRS :

« Il ne s'agit pas de l'histoire dont les historiens ont fait leur métier. Il s'agit d'un nouveau récit historique, rapidement élaboré, à consommation et recyclage immédiats, qui doit inspirer de la compassion pour les victimes et de l'horreur pour leurs bourreaux. L'histoire comme nouvelle modalité de l'action immédiate. C'est ce dernier aspect qui est nouveau ; c'est ce nouvel aspect qui est inquiétant car il a pu donner l'impression à Durban d'un véritable terrorisme historique dont l'attentat du 11 septembre pourrait être la mise en actes. [...] L'échec de la conférence de Durban est aussi l'échec de l'intelligence. [...] En appelant sans cesse à l'histoire, elle a nié l'histoire ».

Non. La déclaration du 8 septembre 2001 montre une intelligence du cœur. L'inverse exact du terrorisme du 11.

GUERRE OU JUSTICE

Communiqué de *Survie* (17/09/2001)
après le massacre du 11 septembre

« Ce n'est pas le premier crime du monde. C'est un crime atroce de plus. Nous ne le qualifierons pas de crime contre le peuple américain, mais de crime contre l'humanité. Pourquoi ?

Parler de crime contre les États-Unis d'Amérique, ou contre l'"Occident", ne peut que raviver chez les "autres" le souvenir de la litanie des crimes des États-Unis et de l'Occident, et entretenir le cycle des vengeances tribales. Les guerres interminables sont de fécondes fabriques de héros meurtriers. Combien rêvent à ce jour dans le monde de rééditer un tel exploit, ou de le venger au centuple ? La vengeance construit sa justification là où il n'y a pas de justice.

Parler de crime contre l'humanité nous ramène au droit international. Crime imprescriptible, dont toutes les polices du monde auront le droit et le devoir de poursuivre les auteurs et complices, et que toutes les justices du monde, nationales et internationales, auront le droit et le devoir de juger. Il n'y aura pas de repos pour de tels criminels, ni beaucoup de sympathie pour leurs actions dans le monde, en dehors de cercles restreints. Et pas non plus de tolérance pour ceux qui se feraient justice eux-mêmes, ou qui attisent en ce moment même les haines raciales.

Les choix sont clairs : guerre multiforme, ou justice internationale. Encore faudra-t-il que les États les plus puissants cessent de freiner, voire – et c'est le cas des États-Unis – de faire obstacle à l'établissement de celle-ci. Il faudra aussi qu'ils cessent de jouer avec le feu, et élucident les complicités de leurs services secrets avec ceux qu'aujourd'hui ils diabolisent. À tous points de vue, le crime spectaculaire du 11 septembre est le fruit d'une gestion secrète du monde, financière, militaire et politique.

Contre ce système lui-même, et non seulement contre ses effets les plus meurtriers, la justice internationale devra s'armer pour prendre le mal à la racine. C'est maintenant à nos mouvements citoyens qu'il incombe de prendre en charge cette revendication essentielle ».

À l'assaut des paradis fiscaux ?

Même si les services secrets occidentaux vont réclamer davantage de moyens clandestins, la révélation de l'incroyable réseau financier de Ben Laden – avec une possible spéculation boursière, à la baisse, sur les entreprises ciblées par les attentats – (cf. *À fleur de presse*) semble avoir précipité les prises de conscience.

Le quotidien financier *La Tribune* dresse un réquisitoire, *Les paradis offshore au service du crime*. Les patrimoines occultes sont évalués par le FMI à 5 000 milliards de dollars (près de 4 fois le PIB français). Ils ont décuplé en 15 ans : « La clientèle est très variée. Managers de multinationales ayant habilement géré les prix interfiliales et fait évaporer les marges ; fraudeurs fiscaux de toutes tailles ; corrupteurs masqués et corrompus honteux ; trafiquants d'armes et autres produits sensibles ; organisations criminelles venant blanchir l'argent de la drogue et du racket ; officines gouvernementales agissant dans l'ombre au nom de la raison d'État ; gouvernants partageant d'inavouables commissions ; enfin, bien entendu, terroristes organisés en réseaux, qui utilisent aussi ces paradis financiers pour transformer l'argent propre en argent du crime. Le boulevard est à double sens ».

« Plutôt que de songer à vitrifier Kaboul ou Kandahar, ne serait-il pas temps de fermer les Caïman et autres paradis financiers ? », s'interroge Jean-François Couvrat dans ce journal pas vraiment anticapitaliste.

Pourtant le Gafi, qui coordonne la "lutte" des pays développés contre le blanchiment de l'argent sale, venait de retirer les îles Caïman, le Liechtenstein et Panama de sa liste des « territoires non coopératifs » : ces pays ont en effet multiplié les lois anti-blanchiment... mais pas l'envie ni les moyens de les appliquer. « *La lutte internationale contre les paradis fiscaux est en train de prendre eau de toute part* », constatait début septembre *Alter Éco...* (09/2001).

Changement de décor le 11 du mois. « *Depuis les attentats, Washington multiplie les déclarations de guerre contre l'argent sale* » (*Libération*, 20/09/2001). Le ministre américain de la Justice demande au Congrès de réviser en ce sens la législation américaine. Le 18 septembre, Jacques Chirac suggère à George Bush « *toute une série d'initiatives dans les domaines judiciaires, du renseignement, pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale qui alimente le financement des terroristes* ». Laurent Fabius veut « *mettre au premier rang des priorités la traque financière contre le terrorisme* ». Ce sera sûrement à l'agenda du G7.

Mais l'on voit bien l'ambiguïté de ce soudain retournement : il ne s'agit pas de lutter contre l'iniquité intrinsèque des zones interlopes, mais de faire la guerre à un ennemi. La tentation sera grande, en Occident, de conserver entre soi les avantages de ce laxisme paradisiaque et d'organiser des contrôles qui en priveraient l'adversaire.

Inutile de souligner à quel point cette tentative serait vaine. Y compris parce qu'en ces jeux de force, les amis d'hier peuvent devenir les ennemis de demain...

Un "anti-terroriste" à Paris

Abderahmane Moussa, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité du dictateur Idriss Déby, fait un séjour en France. Il a servi successivement toutes les tyrannies tchadiennes, dans la police politique et le renseignement. Sous Hissène Habré, il était chargé de traquer et de liquider les opposants au Nigeria, au Bénin, au Togo. Sous Déby, il a dirigé le tristement célèbre Centre de recherche et de coordination de renseignements (CRCR). Il est suspecté d'être impliqué dans le meurtre à Paris, le 4 juillet 1995, du colonel Bachar Moussa Hono – un crime dont la police française semble s'être totalement désintéressée. Quel type de coopération pourrait-il bien être venu nouer en France ?

« *Le Pouvoir a besoin de préserver son image et on ne peut plus exécuter comme aux temps anciens* ». Faut-il prendre pour un aveu ou un progrès cette déclaration du Préfet du Moyen-Chari à des représentants de la Ligue tchadienne des Droits de l'homme (LTDH), venus s'enquérir de militaires disparus ? Ceux-ci auraient été seulement transférés à N'Djamena... (*La Lettre d'Agir ensemble pour les Droits de l'homme*, 19/09/2001).

Congola

Le président **angolais** Dos Santos s'est déclaré favorable au maintien de ses troupes d'élite au **Congo-Brazzaville**, 4 ans après leur intervention – qui permet de restaurer la dictature de son ami Denis Sassou Nguesso. Le Congo-B conserve ainsi un statut proche du Liban sous protectorat syrien. Surtout, l'offshore des deux pays n'est plus qu'un seul grand champ pétrolier, plus facile à gérer par les majors occidentales.

La situation des droits de l'homme n'est pas idéale pour autant. Il est difficile de reconverter des miliciens auxquels on a laissé toute licence. Lors d'une réunion publique sur ce sujet, une femme a demandé à un haut responsable de la police s'il était possible de porter plainte pour viol. L'homme a éclaté de rire : « *Oui, si vous voulez être violée par tout le commissariat* ». Brazzaville reste la perle de la Françafrique.

Congo-K

Dans le grand pays voisin aussi la tutelle angolaise se fait sentir. Il importe en particulier de couper tous les fils remontant aux commanditaires de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. D'où le procès expéditif de 80 accusés au Katanga, très loin de la capitale, devant une juridiction d'exception, la Cour d'ordre militaire.

Le verdict, le 13 septembre, se serait rendu dans la plus parfaite indifférence des médias, et des gouvernements occidentaux qui soutiennent Joseph Kabila, si Marie-France Cros, de *La Libre Belgique*, n'avait tiré la sonnette d'alarme : il n'y a eu "que" 7 condamnés à mort. Reste à maintenir la pression pour obtenir leur grâce. Un moyen parmi d'autres d'aider les associations congolaises des droits de l'homme à faire valoir leurs vues dans un "dialogue national" dominé par les factions armées.

Kofi Annan tente d'en « *maintenir la dynamique* ». « *C'est comme la bicyclette, si on s'arrête, on tombe* ».

Plastic Bertrand

Les magistrats parisiens poursuivent leur enquête sur l'**Angolagate**. Vient d'émerger, dans le rôle du caissier, un certain Sam Mandelsaft, intime de Pierre Falcone. L'homme d'affaires Jean-Claude Alcaraz, autre proche de Falcone, en a fait aux juges une description éloquente : « *On lui demandait de grosses sommes. Il prenait 3 à 4 % des commissions sur les liquidités ainsi apportées. Je le surnommait Plastic Bertrand, parce qu'il apportait toujours l'argent dans des sacs en plastique. [...] Il est clair que Sam prenait ses ordres auprès de Falcone* ».

Pierre Falcone admet ces recettes en espèces. Mandelsaft, prétend-il, allait les chercher chez un Angolais de l'avenue Foch. Falcone n'aurait lui aussi servi que de caissier aux séides de Dos Santos : « *Cet argent était nécessaire aux déplacements de leurs équipes* »... Avis aux Angolais nécessiteux.

Mandelsaft s'est volatilisé en novembre 2000, peu avant l'arrestation de Falcone. Il serait allé, comme Arcadi Gaydamak, « *s'installer en Israël* » (*Le Parisien*, 29/08/2001).

Parrainmadit

Lui aussi cuisiné par de vilains juges, à propos de ses comptes en Suisse et ses pêcheries en Afrique, Jean-Christophe Mitterrand s'en tient au registre de la naïveté. Il en rajoute une couche dans son ouvrage *Mémoire meurtrie* (Plon), mais cela ne plaide pas forcément en sa faveur. Ainsi, à propos d'un pays martyr des doubles jeux français et américain : « *En tant que*

consultant, à tous ceux qui me demandaient quel pays du continent africain était le plus intéressant, je répondais invariablement : l'Angola ».

Il considère que « Roger-Patrice Pelat, aventurier flamboyant », a été pour lui « un second père ». Puis il s'est choisi un autre parrain très initié : « Avec Falcone, nous faisons très régulièrement le point ensemble à Paris, Londres ou Phoenix [Arizona] ». Comme la vie est simple, quand on devise entre amis. Et qu'on peut se « dépanner en espèces » (procès verbal, *Le Monde*, 30/08/2001).

Ratiboisement

Les ONG écologistes présentes au **Cameroun** ont expliqué le 13 septembre que près de la moitié du **bois** récolté dans ce pays (2,2 millions de m³ sur 4,9) l'était illégalement, privant l'État de 1,3 milliards de FF et accélérant la dévastation incontrôlée d'un patrimoine (une forêt primaire) irremplaçable. Le phénomène est similaire dans 5 autres pays du Bassin du Congo : Gabon, Guinée équatoriale, Congo-B, Congo-K et Centrafrique. 63 % des importations de ce Bassin très franc africain arrivent dans l'Union européenne, et la France est le premier importateur européen. Le groupe Bolloré, entre autres, a été montré du doigt.

Les pays concernés avaient mis en place en 1996 un "Processus de Brazzaville" pour la protection des forêts denses humides. Son directeur, Assitou Ndinga, vient de narrer¹ comment les combines franc africaines ont réussi à le saboter.

1. *Conservation forestière en Afrique centrale et politique internationale*, L'Harmattan, 2001.

Échange équitable

Selon un rapport de la Cnuced (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) publié en septembre, pour chaque dollar de capital net qui entre en Afrique subsaharienne, c'est en fait 1,06 dollar qui s'en va : « 25 cents sont repartis dans l'autre sens sous forme d'intérêt et bénéfice rapatrié, plus de 30 cents ont été absorbés dans les sorties [évasions] de capitaux ou sont allés alimenter des réserves, et 51 cents ont compensé la détérioration des termes de l'échange ». « Ces données montrent qu'il y a un transfert net des ressources réelles de l'Afrique subsaharienne vers le reste du monde ».

Déontologie électorale

Olivier Favre, ancien chef du bureau des élections à la mairie du V^e, a apporté un témoignage décisif sur les milliers de faux dossiers d'inscription parisiens. Ils ont, selon lui, « commencé dans les années 80. L'intérêt d'une telle pratique était que la tête de liste sur le V^e passe au premier tour. Je veux parler de M. Chirac, élu depuis les années 1980 maire de Paris. Cette pratique a perduré [...] jusqu'en 1995. [...] Tout devait être fait pour que M. Chirac soit élu dans un fauteuil » (*Le Monde*, 19/09/2001). Comme les Eyadema, Bongo, Patassé, Déby...

Le plus pointu des experts électoraux de Jacques Chirac, Jérôme Grand d'Esnon, occupait un emploi fictif à la mairie de Paris. Secrétaire de l'association de financement de la campagne présidentielle du maire de Paris, il l'a beaucoup aidé en 1995 à gagner l'Élysée. En 1996, à N'Djamena, il était aux manettes informatiques lors de l'élection présidentielle truquée d'Idriss Déby. Jacques Chirac vient de l'appeler à l'Élysée pour le scrutin de 2002.

Aux nombreux députés français qui doutent de la réélection d'Idriss Déby en 2001 et s'étonnent de son financement par la coopération française, les ministres Védrine et Josselin répondent que le vote était supervisé par une Commission électorale nationale indépendante (CENI). Pur habillage, évidemment.

Ne conviendrait-il pas, en France, de proposer la création d'une CENI pour que le mimétisme soit parfait ? Jacques Chirac revêtirait ostensiblement le boubou franc africain au terme d'une réélection parfaitement équitable. « Pour fermer les placards, "rue de Lille" [l'ancien siège du RPR], il faut pousser les liasses avec les pieds », relatent l'ex-chauffeur présidentiel et l'ex-assistante du trésorier du RPR, Jean-Claude et Armelle Laumond (*Vingt-cinq ans avec lui*, Ramsay).

Plombée par les valises à billets, la FrancAfrique des clubs 89 ressurgit dans les meetings de pré-campagne. En face, à les applaudir, le n° 3 de l'Élysée, Jérôme Monod – ex-PDG de Suez-Lyonnaise, symbole de la confusion privé-public. L'essentiel du paysage audiovisuel est sous influence, tandis que l'appareil judiciaire semble tétanisé par l'obstruction indéfinie des avocats chiraquiens.

Sans un sursaut des contre-pouvoirs, les dictateurs franc africains pourront compter, 5 ans de plus, sur la bénédiction élyséenne de leurs réélections-bidon.

Censure

Billets d'Afrique n'est pas TF1, et le député n'est pas l'électeur lambda. Mais il ne faut rien négliger. De zélés fonctionnaires de l'Assemblée ont estimé que notre prose était trop insolente envers le Président de la République. Ils ont bloqué la diffusion de notre n° 95 aux 74 députés à qui nous le destinions, afin de leur éviter une lecture politiquement incorrecte. Nous attendons l'arbitrage du patron de ces censeurs, le questeur Serge Janquin.

Entre-temps, nous avons demandé directement aux destinataires (de tous bords) s'ils désiraient continuer à recevoir notre sulfureuse publication. Nous avons été heureux de constater que, de gauche ou de droite, ils s'estimaient capables de lire des propos non conformes : à ce jour, toutes les réponses sauf une sont positives.

Bon point

– La ministre de la Justice Marylise Lebranchu souhaite présenter au Parlement, avant les élections, un projet de loi d'adaptation de la législation française au statut de la **Cour pénale internationale** (CPI). Ce vœu a été émis le 17 septembre lors du colloque organisé par la Coalition française pour la CPI, *La France face à ses responsabilités. Les enjeux de la loi d'adaptation*.

Le principal de ces enjeux est la "compétence universelle" – le devoir de juger les criminels contre l'humanité où qu'ils se trouvent, afin qu'ils ne soient à l'abri nulle part. Sur ce chantier complexe, où la Belgique essuie courageusement les plâtres, le colloque a dessiné des orientations stimulantes.

Fausse note

– Après s'être engagé en 1995 en faveur de la **taxe Tobin**, avoir reculé en 1997, s'être réengagé cet été, Lionel Jospin a de nouveau reculé le 10 septembre, prenant prétexte de l'attitude conservatrice de l'inventeur de cette taxe : « *Cette réduction des débats à une formule autour de laquelle on mobilise, c'est quelque chose qui me paraît dommageable* ». (*Libération*, 11/09/2001) Comme si ce n'était pas l'essence même de l'action collective ! À moins qu'en la matière le Premier ministre préférât l'inaction... Le lendemain, l'argent anonyme des paradis fiscaux se retournait contre ses opérateurs.

(Achévé le 23/09/2001)

ILS ONT DIT

Françafrique

« Le code électoral est inapplicable en l'état. [...] Sa révision est un préalable à la tenue des élections [*législatives, qui sont donc reportées sine die*]. [...] [*La faute vient aussi des*] bailleurs de fonds internationaux. Jusqu'à présent nous n'avons réuni que le tiers du budget nécessaire à l'élection. [...]

La nécessaire modification de l'article 59 de la Constitution [*qui empêche Eyadema de briguer un nouveau mandat présidentiel*] n'est que conforme au souhait exprimé par les différentes couches socio-professionnelles de la Nation qui préfèrent s'en remettre à la sagesse et à l'expérience du président Eyadema, au lieu de choisir les chemins de l'aventure dont il mesure le prix et les lourds sacrifices à payer ». (**Agbéyomé KODJO**, Premier ministre du Togo. Communiqué du 29/08/2001, cité par RFI).

[*Ancien ministre de l'Intérieur des années les plus meurtrières de la dictature togolaise, A. Kodjo confirme entièrement nos informations du n° 95 : le pauvre Togo n'a pas les moyens de payer les élections législatives qu'est sûr de perdre le protégé de Jacques Chirac, le tyranosaurus Eyadema ; il peut par contre payer la réélection anticonstitutionnelle et truquée de ce dernier.*

« Ce communiqué limpide comporte cependant une énigme syntaxique : qui est le « il » mesurant « le prix à payer » ? Pas « les couches », au féminin pluriel : l'étroite clientèle socioprofessionnelle d'une économie et d'un État délabrés souhaite évidemment « s'en remettre » une couche, gratis. Le peuple ? Il sait combien de morts lui a coûté d'avoir voté en 1998 pour Gilchrist Olympio, contre Eyadema. Mais ce sujet est absent du propos de Kodjo, comme évincé. Ne reste qu'Eyadema ! Il mesure effectivement tout ce qu'il sacrifierait s'il devait renoncer à son État patrimonial. On connut des vizirs répudiés pour un moindre lapsus que celui de Kodjo. »

« Il y a eu deux types de mission [*de militaires burkinabè*] au Liberia : une première mission effectuée dans les années 90 par quelques éléments du Centre national d'entraînement commando (CNEC) et du Centre d'instruction des armes lourdes (CIAL) pendant la période d'exception. La deuxième a été effectuée en État de droit et sous le couvert de la CEDEAO [*Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest*]. [...]

Pour ce qui concerne les missions effectuées sous l'État d'exception en 1990, la plupart des éléments ont reçu [...] 450 000 FCFA [...], ce qui correspond à 3 mois de mission. [...] Quelques individus affirment que lors de leur mission, le président Taylor a remis une valise d'argent au chef de mission, sans aucune preuve ni témoin oculaire.

[*Un militaire a fait publier dans la presse un écrit et des photos de frères d'armes au Liberia*]. Cet élément a posé un acte répréhensible. [...] Il a reçu des sanctions militaires. [...]

Ces éléments partis au Liberia pendant la période d'exception ne sont pas des mercenaires. Ce sont des militaires burkinabè. Seulement, comme il s'agissait d'une période d'exception, tous les textes n'ont pu être pris à temps ». (**Colonel Ali TRAORÉ**, chef d'état-major général des armées du Burkina. Interview au Pays (Ouagadougou) du 05/09/2001).

[*Enfin un aveu officiel de la participation des troupes de Compaoré à la terrible guerre civile libérienne, aux côtés de Charles Taylor – pour le compte d'une coalition libyo-françafricaine. Les vétérans de cette intervention protestaient trop contre la non-reconnaissance de cette « mission » pour qu'il soit possible de la nier plus longtemps. Le régime a ainsi commis une guerre d'agression, masquée par un « État d'exception »... Prime en main, les non-mercenaires sont priés de se taire. Car, bien sûr, tout n'est pas encore dit : il y a eu après 1990 d'autres envois clandestins de commandos burkinabè en soutien à Taylor, plus des trafics d'armes, sous le parrainage de personnalités et de Services français*].

11 septembre 2001

« [*Les États-Unis recommandent à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)*] de continuer à servir d'instrument essentiel dans la lutte contre la menace réelle et croissante constituée par la prolifération nucléaire ». (**George W. BUSH**, message du 17/09/2001, cité par l'AFP).

[*Affaires atomiques de Dominique Lorentz (Les Arènes, 2001) le montre, ce sont les États-Unis eux-mêmes qui, avec leurs alliés (principalement la France, Israël et l'Allemagne), ont pendant un demi-siècle organisé clandestinement la dissémination nucléaire dans plusieurs dizaines de pays. L'AIEA était suffisamment tenue en laisse pour ne voir que ce qu'on l'autorisait à regarder. Comme pour les paradis fiscaux ou le fanatisme islamiste, il est touchant de voir soudain les USA demander de « continuer » « la lutte » contre des maux que leurs services secrets ont soigneusement instrumentalisés depuis le début*].

« [*J'appelle à une*] collaboration internationale pour lutter contre le terrorisme. [...] Les auteurs de ces actes abominables doivent répondre devant la justice et être punis ». (**Denis SASSOU NGUESSO**, "président" du Congo-Brazzaville. Cité par l'AFP, 12/09/2001).

[*Il fallait s'attendre à ce genre de renfort, de la part de quelqu'un qui a soumis son pays par la terreur et commis impunément dix fois pire que les « actes abominables » qu'il dénonce*].

« Les primates vociférateurs et casseurs de l'antimondialisation, en déshérence de maoïsme, s'en prennent en réalité à l'Amérique, symbole de capitalisme. [...] Ce ne sont pas eux [*les États-Unis*] qui ont [...] contraint des dirigeants africains corrompus à produire consciencieusement la pénurie alimentaire et les massacres intertribaux, ni engendré la crise économique argentine ». (**Jean-François REVEL**, de l'Académie française, in *Le Point* du 14/09/2001).

[*Rappelons au sanguin Revel, qui apostrophe les « primates » contestataires du haut de sa science, que les USA ont « consciencieusement » armé les deux côtés de la guerre civile angolaise, et mis en place ou soutenu plusieurs des potentats africains qu'il dénonce (Mobutu, Syad Baré). Arnaud Zacharie, du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde, montre par ailleurs le haut degré de responsabilité US dans la crise économique argentine (Dette illégitime ou criminalité financière contre développement humain, in Grain de sable du 06/07/2001)*].

« Il ne s'agit pas pour nous d'ériger un nouveau mur de Berlin planétaire où il y aurait d'un côté l'Occident démocratique et de l'autre l'Islam intégriste ». (**Jean-Marc AYRAULT**, président du groupe PS à l'Assemblée. Cité par AP, 14/09/2001).

« Nous refusons de voir dans ces abominables attentats contre des lieux à haute valeur symbolique, l'acte inaugural d'une guerre entre "la civilisation et la barbarie", "le Bien et le Mal". Une telle vision manichéenne ne peut être invoquée pour justifier un recours à la force armée ». (**Comité catholique contre la faim et pour le développement** (CCFD). Communiqué, 14/09/2001).

« On refuse de considérer à quel point notre complexité nous rend vulnérables. [...] Hélas, la guerre ne dégoûte que nous. [...] Partout où l'on ne gagne pas bien sa vie, on accepte plus facilement de la perdre. [...] Tant que les peuples ne s'accorderont pas sur une définition du juste, la force restera l'*ultima ratio*. [...] Le monde a rétréci. Il tourne de plus en plus vite. Son axe reste l'épée ». (**Guillaume BIGOT**, auteur de *Sept scénarios de l'Apocalypse*, Flammarion, 2000, qui anticipait les événements du 11/09/2001. *Rebond* in *Libération* du 20/09/2001).

[L'axe est évidemment incompatible avec les nouvelles vitesse et dimension du monde. Vite, un Einstein, pour nous proposer une mécanique politique moins rudimentaire !]

« On peut critiquer pour de multiples raisons la thèse du choc des civilisations développée par Samuel Huntington ; on ne peut nier qu'elle est chérie de tous les réactionnaires de la planète : nationalistes hindous ou chinois, islamistes, extrême-droite russe ou européenne, etc. Par leurs discours et par leur violence, ces acteurs lui donnent vie, se citant mutuellement en référence – une idée fausse est un fait vrai ». (**Justin VAÏSSE**, historien. *Rebond* in *Libération*, 21/09/2001).

[On songe avec effroi, dans ce genre agité, à l'irréductibilité "ethnique" entre Hutus et Tutsis].

« Nous ne devons pas oublier cette règle d'or, qui va devenir l'aune des relations internationales : l'aspiration à l'égalité. Un homme vaut un autre homme. [...] Lorsque nous saurons réagir au génocide de 500 000 Rwandais comme nous avons réagi au sort tragique des victimes emportées à New-York, nous aurons fait un progrès dans la régulation de la vie internationale. Or nous sommes encore dans un monde où un homme ne vaut pas un homme ; c'est en ces termes que le Sud réagit à la catastrophe de New-York. La mondialisation aggrave les inégalités mais suscite une aspiration à l'égalité comme il n'y en a jamais eu. Parce que chacun a désormais les moyens de se comparer aux autres ». (**Bertrand BADIE**, politologue. Interview à *Libération*, 15/09/2001).

« Ces attaques œuvrent en notre faveur. Pour les juifs, c'est la meilleure opération de relations publiques qui ait jamais été menée. Les images sont terribles et elles sont plus efficaces qu'un millier d'ambassadeurs essayant d'expliquer les dangers de la terreur islamique ». (**Ehud SPRINZAK**, experte en terrorisme, dans le quotidien israélien *Maariv*. Cité par *Libération*, 13/09/2001).

« Ariel Sharon [...] souhaite "terminer le travail" qu'il poursuit depuis sept mois, à savoir : détruire l'Autorité palestinienne et ce qu'il reste de ses infrastructures et assassiner le plus grand nombre possible de ses dirigeants. [...] Il a toujours prôné, en guise de "solution" au conflit, l'établissement d'un État palestinien en Jordanie, et non en Palestine. [...]

Ces mouvements islamistes fondamentalistes sont venus prendre la place qu'occupaient les mouvements progressistes, de gauche, qui existaient dans l'ensemble des mondes arabe et musulman. À l'époque où le nationalisme arabe existait [...] et où il était le ferment de nombreux mouvements progressistes, l'islamisme politique n'existait pas. L'islamisme politique [...] a été encouragé et soutenu par les États-Unis. [...] Bin Laden, quant à lui, [est] issu de cette "école américaine de l'anticommunisme" en Afghanistan. [...]

Le conflit israélo-palestinien, qui est utilisé par les islamistes comme un terreau de haine, n'a jamais reçu l'attention qu'il méritait de la part de la communauté internationale. Le manque de volonté de celle-ci à faire appliquer les résolutions des Nations unies [...] qui exigent le retrait de l'armée israélienne des territoires qu'elle occupe en Palestine – [...] [contraste avec la façon dont elle a su] se mobiliser lorsqu'il s'agissait de libérer le Koweït de l'occupation irakienne. [...]

Les nations "périphériques" qui, souvent, comme en Afrique, sont détentrices des ressources les plus importantes du monde, se retrouvent en position de consommateurs des produits transformés ailleurs. [...] Il y a une dimension économique très importante dans le terreau humain qui soutient cette forme de terrorisme, en particulier contre l'Amérique, perçue aujourd'hui [...] comme la nation qui détient l'hégémonie totale dans le monde ». (**Leïla CHAHID**, Déléguée générale de Palestine en France. Propos recueillis le 16/09/2001 par Pierre-Alexandre Orsoni).

[Même ceux qui les contestent devraient écouter ces arguments. La surdité à une parole qui réclame justice ne laisse d'autre moyen d'expression que la violence. Nous ne pouvons qu'acquiescer à ce propos du directeur de Libération Serge July (13/09/2001) : « La meilleure défense contre le terrorisme, ce n'est pas la guerre, c'est la justice ».

On voit bien en particulier comment les États-Unis, bardés de certitudes dans leur croisade anticommuniste, ont préféré s'allier et faire prospérer des obscurantistes plutôt que des mouvements arabes qui, avec leurs défauts, tenaient un discours de justice internationale].

Racisme

« [La déclaration de Durban est] historique. [...] Vous ne pouvez pas vous imaginer quel soulagement cela a représenté, pour nous, de voir la France adopter cette année une loi reconnaissant l'esclavage comme un crime contre l'humanité ». (**Alioune TINE**, président de Rencontre africaine pour les droits de l'homme (Raddho) au Sénégal, coordinateur des ONG africaines à Durban. Cité par *Marchés tropicaux* du 14/09/2001).

[Les ONG africaines considèrent déjà comme une grande victoire la reconnaissance de Durban, cette fois par l'ONU. Elle servira de base à des réclamations futures].

« Je n'ai jamais vu la communauté européenne et occidentale en général avoir aussi peur des noirs que pendant cette conférence de Durban... [...]

La vie humaine n'a pas de prix. [...] Je suis contre un dédommagement individuel. En revanche, je milite pour une réflexion collective. Il faut qu'une organisation internationale appropriée soit installée pour encadrer un développement concerté des pays africains, [...] étudier et [...] planifier la remise entière des dettes [...]. Bref, cette organisation devrait encadrer et organiser la réparation due aux victimes de ce crime contre l'humanité. Si réparation n'est pas faite, ce serait bien la première fois qu'un crime reconnu et avoué resterait impuni ». (**Jean-Philippe OMOTOUNDÉ**, écrivain d'origine guadeloupéenne. Interview sur RFI, 06/09/2001).

[Nous partageons tout à fait l'objectif de réparation, et concourons à sa dynamique, sans être assurés du lien historique postulé par la dernière phrase...].

« Michel Houellebecq [...] déclare au *Figaro Magazine* daté du 25 août – textuellement : “*La lecture du Coran est une chose dégoûtante.*” [...] Au magazine *Lire* (septembre 2001), ceci : “*Et la religion la plus con, c'est quand même l'islam.*” [...]

Ce n'est parce que Houellebecq est un grand écrivain aux yeux de la terre entière que je dois fermer l'œil sur son racisme affiché. Ce même racisme ambiant qui, par sa bêtise, me fait pleurer parfois de rage et d'impuissance, et me fait payer *cash* le fait de m'appeler Abdel-Ilah. Que le reste de la société soit raciste, c'est une autre affaire. Mais que, grâce à des écrivains comme Houellebecq, la haine raciale [...] devienne carrément tendance, chic et tolérable au lieu d'être tout simplement ce qu'elle est : une attitude honteuse et dégradante, ça, c'est tout simplement abject ». (**Abdel-Ilah SALHI**, journaliste et écrivain, *Rebond à Libération* du 04/09/2001).

Mondialisation

Naomi KLEIN (auteur de *No Logo*, Actes Sud, 2001) : « Dans ces usines [sous-traitantes de Nike ou Adidas], toutes les tentatives pour créer des syndicats sont battues en brèche. Or une économie libérale a besoin de syndicats ».

Robert LOUIS-DREYFUS (ex-patron d'Adidas, 86^e fortune française) : « Instituer un salaire minimal mondial relève de l'utopie. [...] Soixante heures de travail au maximum, [...] ce serait déjà un progrès dans ces pays ».

NK : « Pourquoi aucun représentant d'Adidas n'est-il venu s'expliquer devant la commission éthique de la Communauté européenne ? ».

RLD : « [...] L'on y ferait le procès de Nuremberg des usines qui fabriquent des chaussures pour les grandes marques. Je pense, en outre, que, si on met trop de règles, cela ne marche pas » (Interviews in *Challenges*, 07/2001).

[Si on ne met pas assez de règles, ça roule trop bien pour trop peu de gens. La comparaison avec le procès de Nuremberg n'est pas vraiment heureuse].

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Service information de l'ONU, *La France œuvrera pour la levée des sanctions contre le Soudan et l'ex-Yougoslavie*, 05/09/2001 : « L'ambassadeur français à l'ONU, Jean-David Levitte, a annoncé [...] qu'en assurant la présidence du Conseil de sécurité au mois de septembre, son pays avait l'intention d'œuvrer pour la levée des sanctions contre le Soudan et la République fédérale de Yougoslavie. Il [...] a par ailleurs annoncé que le Président Jacques Chirac présiderait une réunion du Conseil consacrée à l'examen des enfants victimes des conflits armés [...] le 19 septembre, date de l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les enfants ».

[Depuis 10 ans, Paris est à la pointe du lobby pro-Khartoum. Il s'agit de réintégrer pleinement dans la communauté des nations une dictature intégriste et raciste qui fait subir les pires tourments à son Sud pétrolier : nettoyage ethnique, famines, razzias esclavagistes. Il était parfaitement indiqué qu'au moment de l'ultime pression Jacques Chirac manifeste sa compassion envers les enfants victimes des conflits armés. Avec en perspective une belle publicité au 20 heures de TF1.

Pas de chance : l'Assemblée de l'ONU est annulée. Mais cette visite déjà organisée permet à Jacques Chirac d'être le premier chef d'État étranger filmé au côté des pompiers new-yorkais, puis dans le salon ovale de la Maison Blanche. Encore plus télégénique que Ronald Reagan ! On ne voit pas comment les électeurs français pourraient y résister davantage que les Italiens aux spots de Berlusconi.

Le Point, *Les guillotins de Mitterrand*, 31/08/2001 (François MALYE) : « François Mitterrand, [...] à 39 ans, [...] prend ses fonctions de ministre de la Justice le 2 février 1956, dans le gouvernement de Guy Mollet. [...] À Alger, [...] le 19 juin, les deux premiers “rebelles” sont conduits à l'échafaud. [...] Sur 45 dossiers d'exécutés lors de son passage place Vendôme, François Mitterrand ne donne que 7 avis favorables à la grâce (six autres avis étant manquants [dans les archives]). À titre de comparaison, Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, qui passait pour un homme très dur, a été plus clément : sur 27 de ces exécutions, il a rendu 11 avis favorables au recours en grâce, [...] 7 autres avis ne figurant pas dans les dossiers. [...]

[Pour les biographes de Mitterrand] Franz-Olivier Giesbert et Jean Lacouture [...] “il est clair que dans son esprit la Place Vendôme était l'antichambre de Matignon”. Il espérait, après ce passage à la Justice, avoir été assez dur pour qu'on lui confie la direction du pays ».

[Certes, François Mitterrand soutiendra 25 ans plus tard le combat de son ministre de la Justice Robert Badinter pour l'abolition de la peine de mort en France. Mais il conservera envers les Africains un regard de mépris colonial : « Dans ces pays-là, un génocide, c'est pas trop important », confiera-t-il durant l'été 1994, après le Rwanda.

Celui qu'Aussaresses présente comme l'émissaire secret de Mitterrand à Alger, le juge d'instruction Jean Bérard, était, selon Abdelkader Guerroudj (condamné à mort fin 1957, puis gracié) « un homme féroce, froid, très dur. Il doit être celui des juges qui, pendant cette période, a obtenu le plus de condamnations ». Ceux qu'on exécutait, « ce n'était pas les chefs. L'Histoire nous a enseigné que le système colonial n'exécutait pas les responsables politiques après jugement. On préférerait, comme pour Ben M'Hidi, s'en débarrasser avant en les assassinant. Dans la réalité, ce sont surtout de pauvres bougres qu'on a guillotins. Pour l'exemple, pour faire peur » (Le Point, 31/08/2001)].

Alternatives économiques, Crise algérienne, malaise français, 09/2001 (Jean-François BAYART) : « Dix ans après le déclenchement de la guerre civile, l'Algérie continue de s'enfoncer dans la crise. [...] *[Se perpétue cependant]* l'économie de rentes, de prébendes et de prédatations derrière laquelle prospère la *nomenklatura* galonnée. On voit mal [...] comment cette dernière ne capterait pas à son profit les privatisations annoncées [...] sous couvert de libéralisation.

Face à cette crise, la France reste désemparée [...]. Officieusement, l'embarras de Paris trahit [...] la nécessité de ne pas remettre en cause le *modus vivendi* instauré entre les "décideurs" algériens et le gouvernement Jospin, qui garantit à la France la suspension du terrorisme sur son sol.

Mais il est une autre raison que l'on tait pudiquement : par le biais de ses entreprises, de ses administrations et de sa classe politique, la France est partie prenante du système de pouvoir qui s'est perpétué en Algérie depuis l'indépendance. De rentes en commissions, de services réciproques en compromissions plus ou moins honteuses, elle en est aussi une bénéficiaire directe. L'Hexagone est l'un des principaux lieux de blanchiment de l'argent sale algérien, par exemple dans l'immobilier, le tourisme, le sport ou tout banalement le secteur bancaire ».

[On se demande bien aussi, dans ce contexte, ce qui pousse Marianne et son directeur Jean-François Kahn à faire un procès politique au lieutenant Habib Souaïdia, auteur de La sale guerre (cf. Billets n°90), et à son éditeur François Gèze (La Découverte). Qui peut encore douter que la junte algéroise est prête à tout contre son propre peuple ? Même à spéculer sur l'onde de choc des attentats du 11 septembre]

Le Canard enchaîné, Quand Elf égarait la justice, 12/09/2001 (Nicolas BEAU) : « En juillet 1995, une mission est envoyée en Suisse *[par le PDG d'Elf Philippe Jaffré]*, conduite par le directeur financier du groupe Bruno Weymuller, alors que l'instruction d'Éva Joly débute [...]. Objectif [...] : recenser toutes les opérations de financement montées avec les pays africains à partir des sociétés offshore les plus secrètes.

Plusieurs banques suisses sont associées à ces montages : la CIBC, basée à Genève, la banque Ihag à Zurich, et la BDG à Lausanne. [...] Ladel Holding Inc *[est]* la principale des sociétés panaméennes mêlées à ces opérations. [...] Dans le rapport rendu à son retour de Suisse, Didier Chanoine, un des membres de la mission [...], écrit : "[...] *Ladel a servi de support [...] pour l'opération Gabon et onze opérations au Congo [...]*". [...]

La filiale suisse *[d'Elf]* Rivunion [...] a participé à de nombreuses opérations africaines. [...] Les limiers helvètes ont notamment découvert qu'en 1997 des dirigeants du groupe avaient financé l'une des milices engagées dans la longue guerre civile du Congo-Brazzaville ».

[La Ihag Handelsbank est un « vieil établissement familial fondé par la famille de Dieter Bürhle, qui fut le plus important marchand d'armes de Suisse » (N. Beau, in Le Canard enchaîné du 02/06/1999).

La BDG (Banque de dépôt et de gestion) gérait des dépôts très liquides. « Allô ! J'ai besoin des services d'Oscar ». C'est ainsi, à l'aide de ce patronyme sympathique, que les dirigeants d'Elf réclamaient un peu de fraîche à une discrète société suisse, Comitex SA, chargée d'acheminer les valises de billets en France. La [...] BDG de Lausanne [...] servait complaisamment d'intermédiaire. Au total, près de 220 millions de liquide aurait transité de 1989 à 1993 vers Paris. [...] De quoi se faire des amis à gauche et à droite » (N. Beau, in Le Canard enchaîné du 06/09/2000). À la BDG, Elf entretenait, entre autres, les succulents comptes "Langouste" et "Lille".

C'est cela la Françafrique : les mêmes comptes qui financent la guerre au Congo-B achètent les "consciencés" des "décideurs" politiques français.

La juge Éva Joly, souligne par ailleurs Nicolas Beau, s'est bien gardée de suivre les pistes africaines, finalement explorées par ses confrères genevois].

Le Canard enchaîné, Affaire Falcone. Sulitzer qui roule Bahamas maousse, 19/09/2001 : « Dernière découverte des enquêteurs de l'affaire Falcone, l'écrivain Paul-Loup Sulitzer [...] disposait encore d'une procuration en mai 2000 sur un compte aux Bahamas du milliardaire franco-russe Arcadi Gaydamak. Cette discrète tirelire contenait la coquette somme de 18,5 millions de dollars (soit près de 140 millions de francs). L'écrivain a toujours prétendu avoir effectué une action de lobbying vers la presse en faveur du marchand d'armes Pierre Falcone et de son associé Gaydamak. À ce tarif-là, c'était au moins sur papier glacé ».

[Tout est affaire d'échelle. 140 millions de FF, c'est peut-être moins de 1 % de la très contestable fortune de Gaydamak. Lequel a tout intérêt à en anesthésier la contestation. 1 % c'est peanuts, mais 140 MF c'est assez pour cajoler une série de journalistes et de médias. Ils ont multiplié les reportages et interviews glacés de complaisance. Survie, auquel Gaydamak fait un procès (2 novembre), fourbit un dossier qui ne sera pas un roman de Sulitzer].

11 septembre 2001

La Tribune, La traque aux délits d'initiés terroristes s'amplifie, 19/09/2001 : « Une moyenne de plus de 7,6 millions de titres de l'assureur *[français Axa]* ont été échangés au cours des six séances précédant les attentats, soit près de 1,4 fois le volume moyen quotidien en 2001 *[1,56 fois pour le premier réassureur allemand Munich Ré]*. [...] Les options de vente sur les actions de la banque Morgan Stanley, qui employait 3 500 salariés dans le World Trade Center, et celle de Merrill Lynch, autre banque dont les locaux étaient situés à côté des "Twin Towers", ont été de 12 à 25 fois supérieures au volume habituel. Pour American Airlines, dont deux avions ont été détournés, 1 535 puts (options de vente portant sur 100 actions chacune) ont été traités la veille même de l'attentat. [...] L'utilisation de sociétés implantées dans des paradis fiscaux est probable ».

[« À Paris, certains s'interrogent sur des ordres de vente provenant de l'île de Chypre, l'un des bastions financiers que l'on prête à Oussama Ben Laden » (Libération, 18/09/2001)].

La Tribune, Les complexes réseaux de Ben Laden, 13/09/2001 (Pascal JUNGHANS) : « *[Selon un]* rapport d'enquête officiel franco-américain, [...] *[le réseau financier de Ben Laden]* repose sur deux piliers : d'une part le Front islamique international pour le djihad contre les juifs et les croisés, financé par des mouvements politiques ; et d'autre part une holding installée à Khartoum (Soudan) jusqu'en 1996. [...]

Le deuxième cercle est familial. [...] Officiellement, le SBG *[Saudi Ben Laden Group]* n'entretient plus aucune relation avec Oussama Ben Laden. [...] Cependant, les auteurs de la note doutent de cette rupture. Ils soulignent notamment que l'actionariat et la direction du conglomérat restent strictement familiaux. Celui-ci devient "le premier entrepreneur privé d'Arabie saoudite". Dispensé de la publication de bilan, son chiffre d'affaires est estimé, en 1991, à 36 milliards de dollars. [...] Le SBG multiplie les

créations de sociétés dans les paradis fiscaux. [...] Le rapport montre que Ben Laden entretient des liens certains, quoique discrets et camouflés par de complexes chaînes de participation, avec certains des principaux protagonistes du scandale [financier énorme] de la [...] [banque] BCCI. Notamment avec le personnage central de l'affaire, Khalid Bin Mahfouz, dont la famille est "l'une des premières fortunes du monde" [...] [et] Gaith Pharaon [...], qualifié par les auteurs du rapport de trafiquant d'armes et de pétrole ».

[La Tribune du 17/09/2001 dresse un organigramme des participations de Ben Laden dans les institutions financières du Soudan et de la péninsule arabe (Émirats, Dubaï, Bahreïn, Koweït).

En 1987, des partenaires financiers de Bin Mahfouz ont investi dans la société pétrolière Harken, alors dirigée par... George W. Bush ! (Le Journal du Dimanche, 23/09/2001]

Le Monde, *La nébuleuse terroriste profite de l'opacité des circuits financiers mondiaux*, 19/09/2001 (Martine ORANGE) : « Les réseaux financiers [des mouvements terroristes] n'obéissent à aucune organisation rationnelle telle qu'on peut la concevoir en Occident. Jouant de l'absence de toute comptabilité publique ou privée dans des pays comme l'Arabie saoudite, mais aussi de l'opacité cultivée par les milieux d'affaires occidentaux, qui veulent conserver, aux marges du marché, des mécanismes de financement aveugles ou des places offshore très discrètes, les terroristes se sont bâti des nébuleuses financières complexes où les porosités entre système légal et système illégal sont permanentes. [...]

Ces dernières années, le magazine américain *Forbes* présentait Oussama Ben Laden comme l'une des plus grandes fortunes mondiales. [...] Dans le monde islamique, [...] [il] était considéré comme le grand argentier des pays arabes et de l'Asie centrale, financer des réseaux terroristes, mais aussi comme un entrepreneur capable d'assurer la construction de Port-Soudan [...] ou d'autoroutes. [...] La famille Ben Laden a prospéré en obtenant l'exclusivité des travaux de construction à La Mecque et à Médine [où 165 milliards de FF ont été investis en 20 ans par le gouvernement saoudien]. [...] Elle a diversifié sa fortune [...] dans [...] la construction d'infrastructures [...] puis le monde des affaires. Elle est ensuite allée placer ses avoirs

par l'intermédiaire des banques londoniennes et islamiques, dans de nombreux fonds internationaux.

On les dit actionnaires de grands groupes internationaux (comme Motorola) dans l'électronique, les nouvelles technologies, l'immobilier, le transport maritime [...] à travers des sociétés nichées pour la plupart dans des paradis fiscaux (Bahamas, îles Vierges ou Caïman). "Qui peut assurer que, derrière l'une de ces sociétés-écrans, propriétaire d'un programme immobilier à San Francisco, il n'y a pas Oussama Ben Laden ?", s'interroge un avocat d'affaires. [...]

Les banques islamiques créées dans les années 70 par l'Arabie saoudite et les monarchies pétrolières pour soutenir le rayonnement de l'islam [...] continuent à soutenir de nombreux régimes et organisations. De même, le ministère des biens religieux saoudien dispose de 10 milliards de dollars par an pour financer une vingtaine d'institutions chargées de l'enseignement, de la justice, de la propagation de l'islam dans le monde. Une partie de ces fonds alimentent des organisations non gouvernementales comme Islamic Relief ou la Rabita, [qui reçoivent aussi], au nom de la [...] dîme religieuse, [...] plusieurs dizaines de milliards de dollars chaque année. [...] Une [...] part – quelques pour-cents selon certains experts, beaucoup plus selon d'autres – est transférée à des mouvements terroristes. [...]

Dernières sources de financement [...] : les armes et la drogue. [...] [Oussama Ben Laden] semble avoir développé, en association avec de nombreuses mafias locales et internationales, et en reprenant leurs techniques de vente et de blanchiment, un lucratif commerce. [...] L'ONU estime la valeur de [la production afghane d'opium] [...] à 91 milliards de dollars ».

Le Nouvel Observateur, *Les réseaux du djihad*, 13/09/2001 (René BACKMAN et Henri GUIRCHON) : « À Khartoum, l'expulsion de ben Laden a coïncidé avec le retour des Américains. Alors qu'il figurait il y a quelques mois sur la liste des États terroristes établie par le Département d'État, le Soudan, dont le sous-sol est gorgé de pétrole, est désormais considéré comme une "haute priorité" par Washington ».

Racisme

Le Soir, *Vingt millions d'hommes arrachés à l'Afrique*, 28/08/2001 (Colette BRAECKMAN) : « L'historien Élikia M'Bokolo rappelle que, sur dix siècles, par toutes les issues possibles [...], le continent noir a été saigné de son capital humain : quatre millions d'esclaves exportés par la mer Rouge, quatre millions par les ports swahilis de l'océan Indien, neuf millions par les caravanes transsahariennes, et surtout onze à vingt millions à travers l'océan Atlantique. [...]

Rien n'était laissé au hasard : dans les cales, les esclaves enchaînés étaient couchés tête-bêche, arrosés par les temps de forte chaleur, rigoureusement comptabilisés et les sociétés d'assurances de Londres s'engageaient à indemniser les armateurs en cas de naufrage, ou d'insurrection. [...]

Catherine Coquery-Vidrovich souligne [...] que cette ponction a stoppé l'essor démographique de l'Afrique, puisque c'étaient les plus valides, les plus aptes à procréer qui furent systématiquement enlevés... ».

LIRE

Jacques MOREL

Calendrier des crimes de la France outre-mer

Survie/L'Esprit frappeur, septembre 2001, 293 p., 30 F

De 1671 (le décret autorisant en Martinique de couper le jarret aux esclaves récidivistes de l'évasion) à 1994 (la complicité de génocide au Rwanda), l'auteur relate sobrement, cliniquement, une centaine de crimes "coloniaux" parmi les plus graves, sur quatre continents. Avec une anticipation très symbolique, l'extermination de la quasi totalité des habitants de Jérusalem (40 000 personnes) par les croisés, en 1099.

Certes, il faudra et on pourra en rajouter, affiner certains récits. Mais déjà ce travail considérable produit un livre hallucinant. On ne reconnaît plus notre France. Et pour cause : la Nation s'est bien gardée de nous faire souvenir de tous ces crimes commis en son nom. Comment, pourtant, se sentir Français si l'on fait vœu d'inconscience ? Si peu à peu, un à un, ces crimes sont dénoncés, c'est bien parce qu'une part de la France refuse obstinément la répétition du carnage. Aujourd'hui, Jacques Morel en est à l'avant-garde. Ses lecteurs ne pourront plus penser comme avant.

Ludovic Frère, *Les mille et une forêts. Vie et disparition*, Favre (Lausanne)/Greenpeace, 2001, 208 p.

Les forêts primaires, qui couvraient jadis la moitié de la planète, n'en couvrent plus que 10 %. Elles se réduisent chaque année de 100 000 km². C'est dans les zones équatoriales (Amazonie, Afrique centrale) que la destruction par les multinationales forestières est la plus rapide. Ce manuel très didactique n'explique pas seulement pourquoi il faut arrêter ce ravage (dont nous avons rendu compte dans un Dossier noir, *Le silence de la forêt. Réseaux, mafias et filière bois au Cameroun*, L'Harmattan, 2000), il désigne les responsables et montre comment entraver la marche de leurs trop lucratives tronçonneuses.

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Octobre 2001 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 100FF (Étranger: 130FF)
Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@wanadoo.fr